

## VENEZUELA: NON A L'INGERENCE MACRONIENNE!

Emmanuel Macron s'inscrit dans la lignée des présidents qui s'ingèrent dans les affaires des pays qu'ils considèrent comme LEUR propriété. Ses prédécesseurs sont intervenus au Mali pour le profit d'Areva, en Afghanistan zone de concentration de ressources minières, en Libye et en Irak pour ses hydrocarbures et se sont trouvés en Syrie défaits grâce à la glorieuse résistance du peuple syrien aidé par la Russie.

L'ingérence putschiste d'Emmanuel Macron le 4 février, avec ce tweet « *La France reconnaît Juan Guaidó comme président en charge pour mettre en œuvre un processus électoral* », s'inscrit dans cette lignée. Qu'un pays qui est désormais la première réserve de pétrole au monde ait pu décider que la rente pétrolière soit mis au service du peuple plutôt que destinée à gaver les rapaces assoiffés des multinationales impérialistes est inacceptable. La France a donc choisi le soutien à la bourgeoisie parasitaire et apatride, putschiste à la solde des Etats-Unis, soutenue par tous ses laquais de la région et notamment le fasciste brésilien Bolsonaro.

De quoi se mêle Emmanuel Macron qui opprime et réprime son peuple manifestant pour la justice sociale... subissant même les critiques de l'assemblée générale de l'ONU ! Alors que l'élection de Nicolas Maduro a vu la victoire de celui-ci avec la présence de 150 observateurs internationaux dont Zapatero l'ancien premier ministre espagnol, pas connu pour sa franche sympathie au régime boliva-

rien, et que Nicolas Maduro reste reconnu par la quasi-totalité des pays du monde (sauf la minorité occidentale qui suit les Etats-Unis d'Amérique).

Nicolas Maduro a été élu avec 67 % des voix, Emmanuel Macron avec 66%. Face à ce déni de la souveraineté du peuple vénézuélien, pourquoi ne réclamerions-nous pas que la présidence soit désormais confiée à Jean-Luc Mélenchon ou Eric Drouet, symboles des aspirations à plus de justice sociale du peuple français ?

L'attitude du président français est putschiste et criminelle, elle cautionne l'acharnement de milices paramilitaires au service de l'extrême-droite et des Etats-Unis contre le peuple vénézuélien, n'hésitant pas à recourir aux pires violences, notamment affamer le peuple en organisant la pénurie dans les magasins. Mais la violence qu'exerce la gouvernance Macron contre les Gilets Jaunes (des éborgnés, des mains et doigts arrachés, des blessés, des arrestations

préventives, des condamnations à la chaîne, etc) ne montre-t-elle pas que la violence contre le peuple vénézuélien est un critère de démocratie pour Emmanuel Macron ?

Après le sabotage de l'économie, après la tentative d'assassinat de Maduro, derrière cette reconnaissance de la tentative de coup d'Etat se cache un projet de guerre ouverte contre le Venezuela de la part des Etats-Unis, une guerre qui ne pourra apporter que destructions et misère, comme hier l'Irak ou la Libye.

Le Rassemblement Communiste exige l'arrêt du soutien aux forces de la réaction au Venezuela et la reconnaissance immédiate et sans conditions de la légitimité du président Maduro légalement et légitimement élu. Nous exigeons également la fin de ces pratiques néo-coloniales et le respect de la souveraineté de tous les peuples sur la base du principe « tous les peuples sont égaux en droit et en dignité ».



# GILETS JAUNE EN LUTTE

**« On est là, on est là! ... Même si Macron ne veut pas nous on est là!  
Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si  
Macron ne veut pas nous on est là!**

De semaine en semaine, d' « acte » en « acte », le mouvement social des Gilets Jaunes tient bon, perdure, déjouant tous les pronostics des médias aux ordres qui pensaient qu'il n'allait pas passer l'hiver. Or voilà le Printemps qui s'annonce et les initiatives de manifestations et de blocages foisonnent !

Rien n'aura été épargné à ce mouvement : les calomnies le réduisant à un « poujadisme d'extrême-droite », les menaces, la répression aveugle, policière et judiciaire, qui débouche aujourd'hui sur une loi « anti-casseurs » réelle loi anti-manifestants, la diabolisation de ses porte-paroles, la mise en valeur de faire-valoir « modérés », la tentative de déviation électoraliste vers une liste GJ aux Européennes, l'enfumage du « grand débat » avec les gesticulations de Macron et les discours sur « l'inutilité » de poursuivre la lutte, le matraquage médiatique sur « l'essoufflement » avec chiffres trafiqués... et maintenant l'opération scandaleuse réduisant les Gilets Jaunes à des antisémites, lancée par le PS

moribond et relayée par toute la sphère politico-médiatique dominante, visant à dresser toute la société contre les Gilets Jaunes.

Mais toutes ces manœuvres et mensonges n'ont pas mis et ne pourront pas mettre fin au mouvement, quand bien même cela a pu le fragiliser. Car des milliers de travailleurs pauvres ou précaires, de chômeurs, de retraités se sont mis en mouvement depuis plus de 3 mois, découvrant la lutte parfois, et ne sont pas près de rentrer chez eux tant que les fins de mois resteront difficiles dès le 15 du mois !

Les Gilets Jaunes apprennent depuis 3 mois, ils déjouent les pièges, observent qui peuvent être leurs alliés, notamment sur le plan syndical ou, parfois, politique ; ils se rendent compte des difficultés de tenir dans la durée, de la nécessité de s'organiser, de se coordonner, et d'essayer de massifier le mouvement en faisant entrer dans l'action ceux qui ont de la sympathie mais se contentent de regarder : « ne nous



*regardez pas, rejoignez-nous !* » scande-t-on dans les manifs. Ils continuent de garder le caractère imprévisible de leurs actions et mobilisations en mettant en pratique le droit constitutionnel de manifester contre le cadrage administratif politicien rimant avec routine inefficace.

Macron a cru marquer des points, en réussissant à focaliser l'attention sur le cycle répression / dénonciation de la répression, de sorte qu'on ne parle plus que de cela et plus des revendications de base contre la vie chère : la baisse des taxes inégalitaires telles que la taxe (TIPP) sur l'essence et la TVA sur les produits de première nécessité, ainsi que la hausse du SMIC, des pensions et des minimas sociaux. Les Gilets Jaunes disent que ce sont les riches qui doivent payer et demandent le moyen du contrôle démocratique par le biais du RIC (référendum d'initiative citoyenne).

Mais la bataille n'est pas finie, et Macron ne pourra se sortir de son « grand débat » avec un simple numéro de prestidigitateur ! Il est attendu au tournant ! La déception jettera de nouvelles forces dans la bataille.

**Le Printemps s'annonce chaud !** Blocages économiques, grève (un nouvel appel général CGT-FO-SUD le 19 mars), occupations dans la durée (appel de Gilets Jaunes dès le week-end du 8-10 mars), manifestations importantes (appel de la FI le 16 mars à Paris et appel le même jour des Gilets Jaunes à

marquer la fin du « grand débat » par une grande manifestation nationale sous forme d'« Ultimatum » à Macron )...

Pour aller vers le blocage économique par la grève générale reconductible à l'échelle du pays, il faut massifier et développer le lien entre les ronds-points en semaine, les « actes » du samedi et les grèves et manifestations inter-professionnelles. C'est cela la convergence dont la colère et le mouvement populaires ont besoin.

Les acteurs Gilets Jaunes, syndicaux et politiques doivent mesurer leur responsabilité dans la nécessité de l'action commune la plus large possible, la plus ample et la plus massive possible pour faire plier le Medef, le CAC 40 et l'UE qui se tapissent derrière l'intransigeance bornée, la violence, la répression de l'autocrate Macron.

Les militants du Rassemblement Communiste continueront à contribuer à la généralisation, à la massification du mouvement des Gilets Jaunes, en travaillant notamment à faire converger le mouvement syndical, et en travaillant à maintenir la cohésion du mouvement sur ces revendications. Les seules luttes perdues sont celles qui ne sont pas menées !

## **CONTRE LES ACTES ANTISEMITES, CONTRE LEUR INSTRUMENTALISATION, POUR LE COMBAT CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME**

***Appel de l'Union Juive pour la Paix (UJFP) et de nombreuses associations antiracistes et auxquelles s'est joint notre RC***

Nous soussignés associations, partis, syndicats, indépendants, sommes toutes et tous activement impliqués dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. La lutte contre l'antisémitisme fait partie à part entière de notre combat antiraciste. Nous condamnons fermement les actes antisémites, qui surgissent dans un contexte social et politique particuliers.

Malgré l'ampleur du dispositif de répression policière et judiciaire déployé contre les Gilets jaunes par l'État, le mouvement continue de bénéficier d'un fort soutien populaire. Il n'est pas homogène et révèle une effervescence sociale. Face à un gouvernement déterminé à ne pas répondre aux attentes sociales, il reflète la société française et ses contradictions et a largement évolué dans ce qu'il porte depuis le mois de novembre.

La séquence que nous vivons est par conséquent confuse. Si des éléments d'extrême-droite sont encore

présents, le mouvement montre bien qu'ils sont loin d'être hégémoniques et capables d'en prendre le contrôle, en l'état actuel. Politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême-droite sont mis à l'écart, comme cela a pu être constaté à Lyon, Paris, Toulouse ou encore Bordeaux. Plus le mouvement perdure, plus l'espace auquel l'extrême-droite pouvait prétendre durant les premières semaines semble se rétrécir. Parallèlement, les contacts et convergences avec des syndicats, des collectifs antiracistes, de sans-papiers, de soutien aux migrants se renforcent.

Les tags antisémites du week-end du 9 Février comme la dégradation du lieu de mémoire d'Ilan Halimi s'inscrivent dans le contexte de cette période de brouillage politique et informatif. Une période qui favorise la résurgence d'un racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux guerres. Ces actes antisémites portent bien la signature idéologique de l'extrême-droite nostalgique du nazisme (croix gammées, croix celtiques, « juden » etc.). Ils

témoignent de la progression de la dialectique d'extrême droite à l'échelle nationale et planétaire dans un contexte d'aggravation des inégalités sociales. Or le gouvernement et ses alliés ont choisi d'instrumentaliser ces actes contre les Gilets jaunes, dénonçant leur supposée violence, antiparlementarisme et antisémitisme.

Pourtant, c'est bien ce gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. L'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui, jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman », comme n'a pas manqué de s'y adonner un Eric Ciotti hélas pas isolé. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente.

Nous n'acceptons pas la manipulation dégradante de la lutte antiraciste par tous ceux qui, le plus souvent, ont favorisé le racisme. Nous luttons contre le racisme sous toutes ses formes, nous n'oublions pas non plus tous les actes racistes et toutes les violences policières islamophobes, négrophobes, romophobes, visant les asiatiques, les personnes LGBT. Ce que disent les chiffres depuis des années tient en une phrase : le racisme avance en France et en Europe. Nous ne manifesterons pas ni ne participerons à la grand-messe organisée par les forces et partis politiques, ceux qui se disent progressistes avec ceux qui s'inscrivent contre le mouvement social, et qui affirment ensemble : « le

racisme, ce n'est pas la France. » Cet « antiracisme », vidé de sens social et politique, est celui des pompiers pyromanes. L'antiracisme que nous revendiquons reconnaît la responsabilité politique du gouvernement français et des forces politiques alliées qui défilent avec lui. Manifester contre le racisme avec ceux qui, LREM en tête, en sont responsables et l'instrumentalisent relève pour nous de la contradiction et de la faute politique. Nous affirmons que cela ne peut être que contre-productif.

Nous ne nous laisserons pas prendre en otage entre les instrumentalisation du gouvernement ou celles des officines et ambassades poursuivant un agenda n'ayant rien à voir avec le combat contre le racisme et l'antisémitisme. Notre refus de la haine antisémite comme de toutes les haines raciales nous l'exprimerons sur un terrain dégagé de tout ce qui produit et entretient ces haines. Le mouvement anti-raciste ne servira pas de caution pour salir les Gilets jaunes. La période est dangereuse nous en sommes conscients, et une sortie de crise qui se contenterait de rétablir l'ordre, serait porteuse de conversion à la haine raciale et au fascisme. Les mobilisations exigent des réponses sociales et démocratiques. La responsabilité gouvernementale est totalement engagée.

**Signataires : UJFP, PIR, Collectif Rosa Parks, ATMF, FTCP, Femmes plurielles, Fondation Frantz Fanon, AFPS 63, AFPS Paris 14-6, AFPS Paris Sud, Action Antifasciste Paris-Banlieue, FUIQP, Argenteuil Solidarité Palestine, Comité Adama, CEDETIM/IPAM, AFD International, Urgence notre police assassine (UNPA), NPA, Le temps des lilas, Rassemblement Communiste, ...**

